

**Links Ecologisch Forum (LEF)**

Radicaal Groen Linkse Partijoverstijgende Beweging



**Forum Gauche Ecologie (FGE)**

Mouvement Radical Rouge et Vert, au-delà des Partis

## La CSI condamne la dernière attaque contre les droits des travailleurs et travailleuses en Grèce

Geplaatst op woensdag 30 januari 2013 |

SHARE

28 janvier 2013 : La CSI a condamné le recours du gouvernement grec à ses pouvoirs d'exception conférés en temps de guerre afin de briser une grève menée depuis une semaine par les travailleurs et travailleuses de la régie du métro de la capitale, Athènes.

Le 25 janvier, la police anti-émeutes est intervenue et a obligé les grévistes à reprendre le travail sous peine d'être arrêtés. Il s'agit là de la plus récente d'une longue série de mesures prises par le gouvernement qui sapent gravement les droits fondamentaux des travailleurs/euses, en violation flagrante des conventions internationales auxquelles la Grèce est partie.

En novembre 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait énoncé de vigoureux reproches à l'encontre du gouvernement grec qui, sur l'insistance du Fonds monétaire international ainsi que de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, avait déjà adopté des mesures qui mettaient pratiquement fin aux dispositifs de négociation collective dont la construction avaient requis des décennies.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a dit : « Cela suffit ! Les politiques malavisées et illégales de la Troïka sont en train de provoquer des dégâts sociaux et économiques qui affecteront une génération entière sur le long terme. Obliger les gens à reprendre le travail sous la menace d'une arrestation ne pourra que susciter davantage de détresse et d'instabilité. »

La grève des travailleurs/euses du métro ne porte pas uniquement sur les réductions de salaire que l'on veut leur imposer. Elle est motivée par le mépris affiché par le gouvernement des conventions collectives existantes, et par la menace d'être condamnés à un nouveau régime salarial uniformément imposé par la Troïka à l'ensemble du secteur public.